

**AVENANT N° 18 A LA CONVENTION
COLLECTIVE NATIONALE DES PERSONNELS
DES STRUCTURES ASSOCIATIVES
CYNEGETIQUES RELATIF A LA
REMUNERATION**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat National des Chasseurs de France, dit ci-après le « SNCF », dont le siège social est situé 13 rue du Général Leclerc 92130 ISSY LES MOULINEAUX,

D'une part,

ET :

Les Organisations Syndicales Représentatives de salariés suivantes :

- Le Syndicat SNPFDC FGTA-FO
- Le Syndicat UPTEC-UNSA

D'autre part.

Et toutes les organisations syndicales représentatives de la profession sur le plan national, qui adhèreraient à la convention collective du 30 juin 2005.

APRES AVOIR RAPPELE :

Le 30 juin 2005 les partenaires à la négociation ont signé le texte de la Convention collective des personnels des structures associatives cynégétiques.

Différents avenants sont intervenus ultérieurement, et notamment deux avenants portant sur l'INM (Indice Négocié Majorable) (Avenant n°1 du 18 mai 2006 et Avenant n°3 du 2 octobre 2007).

Ces avenants ont été intégrés dans la version consolidée de la Convention collective à la date du 13 décembre 2007.

Dix nouveaux avenants à durée indéterminée relatifs aux rémunérations et notamment à la fixation de la valeur du point INM et à l'avantage familial conventionnel ont été signés entre les partenaires sociaux les 22 mai 2008, 18 juin 2009, 18 décembre 2009, 24 juin 2010, 31 mai 2011, 15 décembre 2015 (durée déterminée), le 11 mai 2016, 30 mai 2017, le 14 avril 2022, le 08 décembre 2022. Le onzième avenant à durée indéterminée a été signé le 20 juin 2023.

Sept procès-verbaux de désaccord ont par ailleurs été signés en date du 11 septembre 2012, 4 septembre 2013, 20 mai 2014, 2 octobre 2018, 2 octobre 2019, 29 septembre 2020 et du 16 décembre 2021.

Les dix avenants précités ont fait l'objet d'une extension par arrêté des 16 octobre 2009, 17 décembre 2010, 21 octobre 2011, 18 septembre 2012, 7 avril 2016, 10 août 2016, le 15 janvier 2018, le 18 juillet 2022, le 9 février 2023 et 21 août 2023.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-1 alinéa 1er du Code du travail, les partenaires à la négociation ont entendu se réunir le 29 novembre 2023 au titre de la négociation annuelle sur les salaires 2024.

Par ailleurs, conformément à l'article 5.1 de la Convention Collective, il est convenu que la valeur du point INM est négociée au moins une fois par an par les partenaires sociaux après examen par la CPPNI conformément aux dispositions de l'article 3.2.1.5 de la même convention.

A cet égard, et conformément à ce texte, la Commission Paritaire Permanente de Négociation et d'interprétation s'est réunie aux fins de préparer les travaux de ladite négociation.

C'est dans ces conditions que l'accord suivant a été conclu :

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Champ d'application

1.1 STRUCTURES CONCERNEES PAR LE PRESENT ACCORD

Les dispositions du présent avenant s'applique à l'ensemble du personnel des structures visées à l'article 1.1 de la convention collective nationale du 13 décembre 2007 des personnels des structures associatives cynégétiques, à savoir :

- L'ensemble des Fédérations Régionales, Départementales et Interdépartementales des chasseurs (les « Fédérations »),
- La Fédération Nationale des Chasseurs, la Fondation Nationale pour la Protection des Habitats de la Faune Sauvage et le Syndicat National des Chasseurs de France (les « Organismes Nationaux »),
- Toutes autres structures relevant de la convention collective nationale des personnels des structures associatives cynégétiques.

1.2 JUSTIFICATIONS SUR L'ABSENCE DE DISPOSITIFS SPECIFIQUES POUR LES ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIES

Afin de permettre l'extension du présent accord, les partenaires sociaux ont entendu apporter des justifications sur l'absence de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, en application des articles L. 2261-23-1 et L. 2232-10-1 du Code du travail.

Ils entendent ainsi rappeler leur volonté commune d'appliquer le présent accord quelle que soit la taille de la structure rentrant dans son champ d'application.

En effet, l'intégralité des structures visées à l'article 1.1 justifient, au jour de la signature du présent accord, d'un effectif inférieur à 50 salariés.

L'esprit des négociations entre les partenaires sociaux a été de rechercher un accord ayant vocation à s'appliquer, par principe, à des structures justifiant d'un effectif inférieur à ce seuil dès lors qu'aucune structure relevant du champ d'application ne dispose d'un effectif supérieur à un tel seuil.

Fort de ce constat, les partenaires sociaux ont estimé qu'il n'était donc pas nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques, distinctes de celles du présent accord, pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2. Valeur de l'indice négocié majorable (INM)

La valeur du point INM est fixée à **5.0229**€euros à compter du **1^{er} janvier 2024**.

Le traitement de base correspondant au produit de l'indice défini dans la grille de l'article 5.1 de la convention collective par la valeur du point INM ne peut être inférieur à 352 points INM à la date d'effet du présent avenant.

Article 3. Avantage familial conventionnel

Le calcul de l'avantage familial tel que visé à l'article 5.2.4 de la convention collective est basé sur :

- un élément fixe en fonction du nombre d'enfants,
- un élément proportionnel en pourcentage de l'INM

Il est convenu que :

Nombre d'enfants à charge :

- un enfant, entraîne le versement d'un avantage familial conventionnel correspondant à :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 2,29
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 0
- deux enfants :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 10,67
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 3 %
- trois enfants :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 15,24
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 8 %
- par enfant en sus du troisième :
 - o élément fixe, base mensuelle en euros : 4,57
 - o élément proportionnel en pourcentage de l'INM : 6 %

En tout état de cause, l'INM minimum à prendre en considération pour le calcul est de 449

En outre, l'INM maximum à prendre en compte pour ce calcul est : 717

Pour ce qui concerne les conditions de versement, cet avantage familial est versé dans les conditions suivantes : mensuellement.

L'ensemble des autres dispositions de la Convention collective demeure inchangé.

Il est précisé que la date d'ouverture des droits à l'avantage familial conventionnel correspondra à la date de déclaration de l'enfant à charge à l'employeur.

Article 4. Durée, date d'effet, dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente dans le cadre des articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 et suivants du Code du travail.

Les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du Ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Les dispositions du présent avenant prendront effet au 1^{er} janvier 2024.

Le présent accord a une durée indéterminée

Article 5. Clause de revoyure

Les parties conviennent de se revoir au plus tard à la fin du 1^{er} semestre afin de faire le point sur les salaires de la branche professionnelle au regard notamment tant du contexte économique conjoncturel (inflation) que celui des Fédérations.

Fait à Issy les Moulineaux
Le 29 novembre 2023

En 15 exemplaires

Pour le SNCF

Président

Pour les Organisations Syndicales représentatives des salariés

Pour la SNPFDC FGTA-FO

Pour l'UPTEC-UNSA

Denise BRETON